



Secrétariat général

Direction des affaires
financières

Sous-direction de
l'enseignement privé

Bureau des personnels
enseignants

DAF D1/CMG

n° **8-0864**

Affaire suivie par
Claire-Marie GONNY
Téléphone
01 55 55 38 57
Fax
01 55 55 38 81
Mél.
claire-marie.gonny
@education.gouv.fr

110 rue de Grenelle
75357 Paris 07 SP

SDEPD1D2/D1/CMG/
dossierCMG/circ néo
titulairesV2

Paris le 8 octobre 2008

Le ministre de l'éducation nationale

à

Mesdames les rectrices et Messieurs les
recteurs d'académie

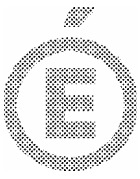
Mesdames les inspectrices et Messieurs les
inspecteurs d'académie, directrices et
directeurs des services départementaux de
l'éducation nationale

Messieurs les vice-recteurs

Divisions et Services de l'enseignement privé

Objet : Application aux maîtres de l'enseignement privé d'une prime d'entrée dans les métiers d'enseignement, d'éducation et d'orientation et d'une prime spéciale au bénéfice des enseignants effectuant au moins trois heures supplémentaires d'enseignement dans l'enseignement secondaire.

Références : - Décret n°2008-926 du 12 septembre 2008 instituant une prime d'entrée dans les métiers d'enseignement, d'éducation et d'orientation ;
- arrêté du 12 septembre 2008 fixant le montant de la prime d'entrée dans les métiers d'enseignement, d'éducation et d'orientation
- décret n°2008-927 du 12 septembre 2008 instituant une prime spéciale au bénéfice des enseignants qui assurent au moins trois heures supplémentaires d'enseignement dans l'enseignement secondaire ;
- arrêté du 12 septembre 2008 fixant le montant de la prime spéciale au bénéfice des enseignants qui assurent au moins trois heures supplémentaires d'enseignement dans l'enseignement secondaire.



La présente note a pour objet, d'une part, de préciser les conditions d'application dans l'enseignement privé sous contrat de la prime d'entrée dans le métier et, d'autre part, de la prime spéciale pour les enseignants effectuant au moins trois heures supplémentaires d'enseignement instituées respectivement par les décrets n°2008-926 et n°2008-927 du 12 septembre 2008.

1) Prime d'entrée dans les métiers d'enseignement, d'éducation et d'orientation.

L'article 1 du décret n°2008-926 précité institue « une prime d'entrée dans le métier attribuée aux personnes qui, à l'occasion de leur première titularisation dans un corps de fonctionnaires enseignants du premier ou du second degré, ..., sont affectés dans une école, un établissement ou un service relevant du ministre chargé de l'éducation nationale ».

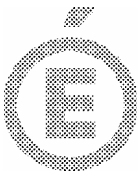
Pour pouvoir bénéficier de cette prime d'un montant de 1 500 €, les enseignants du privé en fonction dans un établissement sous contrat doivent ainsi remplir une double condition :

- d'une part, bénéficiaire pour la première fois d'un contrat définitif en tant que maître contractuel (établissement sous contrat d'association) ou maître agréé (établissement sous contrat simple) sur une échelle de rémunération correspondant à un des corps de fonctionnaires enseignants donnant lieu à recrutement par concours, à savoir : professeurs des écoles, professeurs certifiés et assimilés (PLP et PEPS) et professeurs agrégés ;
- d'autre part, ne pas être issus d'une échelle de rémunération correspondant à un des corps de fonctionnaires enseignants (AECE et instituteurs notamment).

2) Prime spéciale au bénéfice des enseignants qui assurent au moins trois heures supplémentaires année d'enseignement dans l'enseignement secondaire.

L'article 1^{er} du décret n°2008-927 du 12 septembre 2008 précité institue « une prime spéciale attribuée aux enseignants qui effectuent, dans l'enseignement secondaire et pour la durée de l'année scolaire, un service supplémentaire d'enseignement d'au moins trois heures hebdomadaires donnant lieu au paiement d'indemnités pour heures supplémentaires dans les conditions prévues à l'article 2 du décret du 6 octobre 1950 modifié fixant les taux de rémunération des heures supplémentaires d'enseignement effectuées par des personnels enseignants des établissements d'enseignement du second degré ».

En conséquence, les maîtres de l'enseignement privé qui effectuent un service supplémentaire d'enseignement dans le second degré d'au moins trois heures



3 / 3

hebdomadaires bénéficient de cette prime de 500 €, au même titre que leurs collègues de l'enseignement public. Cette prime fera l'objet d'un versement unique au cours du premier trimestre de l'année scolaire au titre de laquelle l'enseignant doit accomplir les trois heures supplémentaires.

Une circulaire du bureau de la masse salariale et des rémunérations (DAF C2) rappelant notamment les conditions et les modalités de mise en œuvre de ces deux primes vous sera prochainement adressée.

Vous voudrez bien me signaler les éventuelles difficultés que susciterait la mise en œuvre de ce dispositif.

Pour ce faire une foire aux questions (FAQ) est accessible à partir de l'adresse suivante : <http://idaf.pleiade.education.fr/> rubrique : privé / enseignants/ FAQ

Le Directeur des Affaires Financières


Michel DELLACASAGRANDE